LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

LES MASSES ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La C.G.T. réunifiée groupait au lendemain du *Congrès d'unité* près d'un million de membres; quelques mois plus tard, après la constitution du gouvernement de *Front populaire*, ses effectifs atteignaient cinq millions d'adhérents. Il n'est pas raisonnable de prétendre que ce développement inespéré fut la conséquence de la fusion des deux organismes qui se disputaient la veille la prépondérance sur le terrain syndical. Certes, il serait exagéré de soutenir que l'unité n'a pas décidé un grand nombre d'indécis qui, précédemment, hésitaient à choisir entre la C.G.T. réformiste et la C.G.T.U. bolcheviste. Mais il faut reconnaître sincèrement, - car il est toujours dangereux de se mentir à soi-même, - que l'avènement au gouvernement du *Front populaire* a fait plus pour le recrutement du mouvement syndical que les organisations syndicales elles-mêmes.

Si des éléments nouveaux, jusqu'alors restés étrangers à la lutte syndicale, se sont agglomérés dans la C.G.T., et ont manifesté des exigences inattendues, ce n'est pas qu'ils aient été éclairés par une lumière subite. On est fondé à supposer qu'ils se sont ainsi déterminés en raison de cette conviction égoïste que le gouvernement de *Front populaire* ne pouvait, du fait même de sa composition et des groupes qui l'appuyaient, user de représailles en face de l'action directe exercée pour forcer la main à un patronat récalcitrant, surpris de la révolte d'un personnel qui ne s'était manifesté dans le passé que par une passivité sans bornes.

Néanmoins, quelles que soient les causes initiales de son succès, la C.G.T. devenait une force nouvelle, inexistante dans le passé. Qu'allaient en faire les chefs?

L'organisation syndicale, nous l'avons écrit maintes fois, présente cette particularité, que ne peut revendiquer aucun parti politique de droite ou de gauche, de n'être composée que de travailleurs. Quiconque échappe à ce que nous sommes convenu d'appeler l'exploitation de l'homme par l'homme, au salariat; quiconque n'est pas soumis à la loi quotidienne du travail s'élimine de lui-même du groupement syndical. Tant que les classes subsisteront, le rôle des syndicats sera donc d'obtenir des classes possédantes un mieux-être toujours accru en faveur des travailleurs, en mettant à profit les événements politiques, économiques et sociaux.

D'essence corporative, le syndicalisme n'est ni parlementaire ni antiparlementaire, il est neutre: le terrain sur lequel il évolue est celui du travail. Eu égard à la complexité des problèmes sociaux, il lui arrive parfois de suivre une route parallèle à celle empruntée par des groupements politiques ou philosophiques; ses aspirations peuvent, accidentellement, se confondre avec celles d'un gouvernement à tendances plus ou moins libérales. C'est alors tant mieux pour le syndicalisme. Mais il commet une faute grave lorsqu'il se décharge de ses responsabilités et qu'il les fait peser sur des personnalités gouvernementales, aussi sympathiques lui soient-elles. La seule chose que le syndicalisme soit en droit de réclamer avec intransigeance d'un gouvernement, c'est sa neutralité la plus stricte dans les conflits qui l'opposent au patronat sur le terrain économique.

Son indépendance lui est donc d'une nécessité absolue, s'il ne veut pas être déchiré par des courants politiques qui dressent, au sein même de l'organisation, des travailleurs contre d'autres travailleurs.

Cette indépendance pouvait-elle être respectée avec les hommes du *Parti communiste* dans la maison syndicale? That is the question. Et nous allons y répondre.

On peut reprocher bien des choses aux bolchevistes, ou tout au moins à leurs chefs, mais ils savent ce qu'ils veulent, et ils le disent. Il n'y a que les sourds qui ne veulent pas entendre. Ce qui est terrifiant, c'est de constater que le nombre de sourds est si grand en France.

Prenons les déclarations de M. Maurice Thorez, au congrès du *Parti communiste* de Lyon en 1936: *«Le gouvernement de Front populaire sera un gouvernement qui fera cesser la menace fasciste, en procédant au désarmement des ligues et des bandes armées; un gouvernement qui fera payer les riches; un gouvernement s'appuyant pour cette tâche sur l'activité extraparlementaire des masses et sur les comités de Front populaire; ce sera, dans les conditions d'aggravation de la crise et du développement de l'action de la classe ouvrière et de son Parti communiste, un gouvernement permettant la préparation totale de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration de LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT».*

Voilà qui est clair, net et précis, et ne prête à aucune confusion. On peut ne pas partager de telles ambitions politiques, mais elles ont l'avantage de ne tromper personne... ou de tromper tout le monde.

Lorsque le secrétaire général, le *«chef»* du *Parti communiste* parle de l'activité extraparlementaire des masses, où donc cette activité peut-elle s'exercer sinon au sein de l'organisation syndicale? Lorsqu'il précise les buts du bolchevisme: l'instauration de la dictature du prolétariat avec le concours de la classe ouvrière, où donc espère-t-il trouver cette classe ouvrière, sinon au sein de la C.G.T. dont le stalinisme, inlassablement, a préparé la dépendance au cours de dix années de batailles et d'intrigues?

On se demande vraiment, lorsque l'on analyse les événements avec le recul de l'histoire, ce qu'il faut blâmer le plus du cynisme des staliniens ou de la bêtise, de la complicité des chefs non communistes qui se sont laissé entraîner sur le terrain glissant de la politique d'asservissement.

Ainsi, sans s'écarter de sa route, le bolchevisme poursuivit son œuvre: par le *Rassemblement populaire*, il allait pouvoir *«manœuvrer»* le *Parti radical* et le *Parti socialiste;* par l'unité syndicale et le développement numérique de la C.G.T., il allait exploiter les «masses» de travailleurs qui, dans le passé, en raison de leurs opinions politiques et de leur hostilité au bolchevisme, avaient refusé de se rallier au *Parti communiste*.

L'indépendance du mouvement syndical demeure une illusion si toutes les tendances ne peuvent s'exprimer librement au sein de la C.G.T. Or, le succès le plus marquant des bolchevistes au cours de ces deux dernières années, succès qui favorisa toutes leurs autres conquêtes, fut l'étranglement le plus absolu de la voix de l'opposition anticommuniste dans les organes officiels de la *Confédération générale du Travail*.

Avant même que l'unité fût réalisée, et alors que nous n'en étions seulement qu'au stade des négociations, la commission administrative de la C.G.T. décida d'interdire toute polémique dans *Le Peuple*, son journal officiel quotidien, et refusa catégoriquement d'accepter les articles des militants inquiets des conditions dans lesquelles se préparait la fusion avec la C.G.T.U. Ce qui n'empêchait pas *L'Humanité* de publier chaque matin, sous la signature des dirigeants de l'organisme bolcheviste, une documentation mensongère à laquelle aucun démenti ne pouvait être apporté, sauf dans de faibles hebdomadaires à diffusion réduite.

Lorsque l'unité fut un fait accompli, la position du bolchevisme se trouva automatiquement renforcée. Les postes de commande ayant été partagés, les ex-unitaires se trouvèrent à la tête de la C.G.T. réunifiée, des grandes fédérations, des puissantes unions régionales et locales et des syndicats les plus importants. Cependant que, toujours avec le souci ridicule d'éviter les polémiques, on supprimait la tribune libre utilisée jusqu'alors, sans abus, par les syndicalistes indépendants adversaires du bolchevisme, on ouvrait largement les colonnes du *Peuple* et autres publications confédérales aux nouveaux *«amis»* qui en usèrent largement et auxquels il ne fallait causer aucune peine, même légère.

Ainsi, les staliniens avaient à leur disposition deux grands quotidiens: *Le Peuple* et *L'Humanité*. Avec l'habileté qui leur est coutumière, ils se gardèrent bien d'attaquer leurs adversaires idéologiques dans le journal confédéral. Ils se contentèrent de faire une propagande courtoise, sans rien abdiquer de leurs idées, mais ils obtenaient cette satisfaction inespérée de voir disparaître de la presse syndicale toutes les campagnes de l'opposition antibolcheviste.

Sur le terrain politique et social, leur position n'était pas moins favorable: le *Rassemblement* et le *Front populaire* interdisaient aux radicaux et aux socialistes de polémiquer trop violemment avec leur alliés de la dernière heure: *L'Œuvre* et *Le Populaire* mirent une sourdine à leurs critiques. M. Staline pouvait donc, en toute liberté, poursuivre la bolchevisation du prolétariat français. Sans les tragiques événements de septembre dernier, où le peuple français faillit être jeté dans la plus tragique des guerres, le désastre préparé par les bolchevistes eût été encore plus grand qu'il ne l'est.

Car le *Parti communiste* n'eut pas, au cours de ces vingt-quatre derniers mois, les mêmes scrupules que ses alliés. Sa ligne de conduite ne varia pas, et il persévéra, comme par le passé, dans son action criminelle.

Avec plus de bassesse, peut-être. Pour lui, l'unité ne pouvait se concevoir que si toutes les forces ouvrières et sociales approuvaient le travail de sape bolcheviste.

Contre les minorités secondaires, il n'usa d'aucune indulgence. Quotidiennement, sa presse accusa les militants soupçonnés d'appartenir aux fractions anarcho-syndicaliste, trotskyste, d'être des agents de la bourgeoisie et des espions au service de Hitler ou de Mussolini. L'accusation est devenue classique sous la plume de MM. Sampaix et Cogniot. Par contre, en ce qui concerne les militants influents de la C.G.T. ou des différents partis appartenant au *Rassemblement populaire,* il convenait d'entourer les accusations de certaines formes, et on usa d'un procédé dont on goûtera toute la saveur.

Chaque fois qu'une personnalité politique ou syndicale manifestait quelque tiédeur envers la politique communiste ou se permettait d'émettre une opinion non orthodoxe sur l'agitation dirigée par les staliniens, on pouvait lire quelques jours plus tard, dans *L'Humanité,* un article d'une symbolique opportunité contre le réfractaire qui osait s'élever au-dessus des bêlements de la mêlée.

Oh! l'article n'était jamais signé d'une vedette, mais, pour employer une expression consacrée, d'un illustre inconnu, et précédé de ce *«chapeau»* introductif dont on ne peut qu'admirer tout le jésuitisme: *La démocratie, en vigueur dans notre parti nous oblige à regret de publier l'article ci-dessous de notre camarade X...* N'est-ce pas superbe ?

Aucune entrave ne barrant plus la route à la propagande communiste, la bolchevisation des masses se poursuivit au sein de la C.G.T., et aucune liaison n'étant possible entre les diverses fractions de la minorité, on avait l'impression très nette que l'ensemble de la classe ouvrière française était bolchevisante.

La réalité était pourtant tout autre; les masses auraient bien résisté à cette emprise et à cet asservissement de plus en plus dangereux. Mais par quels moyens?

Les bolchevistes ont compris depuis longtemps que, pour conduire les foules, l'essentiel consiste à détenir les leviers de commande. Ils ont compris depuis longtemps que, parfois par crainte, le plus souvent par indifférence ou lâcheté, les masses se soumettent passivement aux décisions imposées par les chefs, et qu'une minorité agissante exerce une influence beaucoup plus grande qu'une majorité amorphe. Cette minorité fanatique, le *Parti communiste* la possédait, et il la jeta dans la bataille. Avec quelle énergie et avec quelle volonté de vaincre et de triompher!...

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, et malgré un verbalisme romantique et désuet, rien n'est moins démocratique que le syndicalisme dans sa forme actuelle. A part un nombre restreint d'organisations dont le renouvellement des fonctionnaires est statutairement obligatoire, un secrétaire de syndicat est un personnage tabou, plus difficile à déboulonner de son fauteuil qu'un conseiller municipal, qu'un député, un sénateur ou un ministre.

Ce qui importait donc au *Parti communiste*, c'était de tenir les cadres à sa disposition et de placer ses hommes aux postes responsables, afin de diriger à sa guise les masses moutonnières.

Avant 1936, dans la vieille C.G.T., et quels que soient les reproches rétrospectifs que l'on puisse formuler contre cet organisme, on considérait cependant comme incompatible le cumul d'un mandat syndical et d'un mandat politique. Tout cela a changé depuis. Le Parti était trop averti de l'autorité que pouvait exercer sur les masses syndicales le monde parlementaire pour négliger un tel moyen de propagande. On voit aujourd'hui de grandes organisations ouvrières présidées par des députés siégeant à la Chambre sur les bancs du *Parti communiste,* ce qui constitue une violation flagrante de l'indépendance du mouvement syndical.

Bref, grâce aux puissants moyens d'action mis à sa disposition et à ses 73 députés, usant de leur prestige pour semer à travers le pays la parole bolcheviste et détourner la classe ouvrière de ses véritables intérêts; grâce à la complicité, inconsciente ou non, de la direction du *Peuple*, le quotidien confédéral, et de *Messidor*, le grand hebdomadaire syndical, dont le lancement coûta plus de deux millions de francs à la C.G.T.; après deux ans d'unité syndicale au cours desquels l'ensemble des incidents économiques et politiques fut savamment exploité, le *Parti communiste* put se croire assuré de la colonisation complète de la C.G.T.

La crainte d'une nouvelle rupture des forces syndicales entravait une réaction salutaire, toujours à la veille de se manifester, et il fallut, - nous l'avons déjà dit, - les dangers de la guerre menaçante, l'attitude criminelle des dirigeants bolchevistes découvrant enfin leur vrai visage, pour que se dressât, avec une énergie dont on avait perdu l'habitude depuis deux années, une poignée de militants restés fidèles à la vieille tradition syndicale.

Il faudrait plusieurs volumes, d'une lecture édifiante mais quelque peu monotone, pour exposer ce que fut la vie syndicale durant les trente mois qui viennent de s'écouler. Toutes les apparences nous montrent le *Parti communiste* luttant pour soutenir les revendications ouvrières. Mais, lorsque l'on analyse en profondeur ce que fut son action, on s'aperçoit que le principal souci de ses militants, placés à la tête des organisations syndicales, fut de s'opposer sournoisement aux conquêtes générales possibles de la classe ouvrière, afin de conserver un terrain d'agitation propice aux luttes éventuelles futures, celles-ci d'un caractère nettement politique.

Le syndicalisme, que son étiquette soit révolutionnaire ou réformiste, ne peut évoluer que dans une atmosphère d'opportunisme. Il est des actions qui sont possibles à certaines époques et non à d'autres. Les batailles que mène le mouvement syndical sont commandées par les circonstances. Dans tous les cas, il est indispensable que, s'il veut jouer le rôle historique qui lui est destiné, il soit dégagé de toute influence extérieure.

Il est juste que tout ouvrier syndiqué ait le droit d'exprimer son point de vue particulier au sein de son organisation. Ce que nous reprochons au syndiqué bolcheviste, ce n'est pas le caractère insurrectionnel qu'il veut imprimer à son action. Ce que nous reprochons aux chefs staliniens, c'est de ne s'inspirer, pour déterminer l'orientation syndicale et les mouvements des troupes ouvrières, que des considérations politiques d'un parti politique inspiré lui-même et il ne le nie pas, - par une nation étrangère. C'est cela qui justifie les critiques quant à l'altitude double des dirigeants syndicalo-bolchevistes.

En 1936 et au début de 1937, il était possible, en raison de circonstances favorables, d'obtenir un statut du travail, avantageux pour la classe ouvrière, par des accords directs contractés entre le patronat et le salariat. Malheureusement, la C.G.T. avait associé son activité à celle du gouvernement de *Front populaire*, et participait, autour des tapis verts ministériels, à d'inutiles marchandages envenimés par la politique. Et ce furent les *accords Matignon*.

Au lendemain même de sa signature, nous signalâmes que ce *«document diplomatique»* était incomplet, et qu'il ouvrirait la voie à un nombre incalculable de conflits. Nous avions, au cours des discussions, demandé que l'on s'inspirât des conventions qui régissaient depuis plus de vingt ans les relations entre le patronat et le salariat de la corporation du Livre, car nous étions convaincus que, sous certaines conditions à déterminer, le capitaliste français, dans son ensemble, durant cette période d'adaptation à une nouvelle économie sociale, était prêt à accepter le principe de l'échelle mobile des salaires, ce qui eût évité l'imbroglio des discussions ultérieures et les grèves qui se déclenchèrent par la suite.

Mais les dirigeants bolchevistes du syndicalisme ne l'entendaient pas de cette oreille. L'échelle mobile, c'était le terme possible à l'agitation; il fallait absolument conserver une source pour alimenter, éventuellement, le mécontentement populaire, et l'utiliser au service de l'U.R.S.S.

Comment mieux éclairer tout ce qu'il y a d'obscur dans les pratiques du bolchevisme qu'en rappelant la grève des messageries de journaux qui se situe à la fin de l'année 1937? Un conflit éclate entre le personnel et le patronat des distributeurs de journaux; ce conflit pourrait être réglé en vingt-quatre heures, les travailleurs de la presse proposant de se solidariser avec leurs camarades en lutte. Mais si, en dépit de toutes les prévisions favorables, cette solidarité s'avérait inopérante, la grève s'étendait à toute la presse parisienne, les journaux ne paraissaient pas. Et c'était aussi *L'Humanité* qui ne paraissait pas. Or, cela, il fallait à tout prix l'éviter.

L'*Union des syndicats de la région parisienne* repoussa la proposition des ouvriers de la presse, dans une note ultérieurement déclarée apocryphe par son secrétaire communiste, M. Raynaud. Le conflit se poursuivit donc, et le papier imprimé fut distribué chaque matin, *L'Humanité* comprise, par des camions mis à la disposition de la presse par le ministre de la Guerre.

Or, quelle ne fut pas l'indignation justifiée de certains militants, lorsqu'ils apprirent que les camions militaires avaient été réclamés avec insistance par le *Parti communiste* qui tenait au même moment son congrès à Alès, et qui considérait que les 400.000 lecteurs de *L'Humanité* ne devaient pas être privés de leur pâture quotidienne, des déclarations vibrantes de MM. Thorez et Duclos.

Ce qu'il y a de plus curieux, sinon de plus abject, dans cet incident, c'est que, pour se soustraire aux critiques, auxquelles n'auraient pas manqué de s'associer tous les éléments bolchevistes des syndicats, *Le Peuple*, journal officiel de la C.G.T., fut le seul organe qui refusa d'utiliser les voitures militaires de M. Daladier, et que sa distribution s'en ressentit au bénéfice de la feuille stalinienne.

Faut-il multiplier les exemples pour démontrer la subordination du mouvement syndical au *Parti communiste?* M. Delmas, secrétaire du *Syndicat national des instituteurs,* au dernier Congrès de la C.G.T. de novembre 1938, rappelait un fait d'une importance capitale, et qui marque bien l'asservissement dans lequel est tombé, à son insu, la classe ouvrière française. N'est-il pas symptomatique, en effet, que, à l'origine de tous les incidents qui illustrent la vie syndicale, se retrouvent toujours MM. Henri Raynaud ou Hénaff, secrétaires de l'*Union régionale parisienne*, et personnalités importantes du *Parti communiste français?*

Chacun se souvient des douloureux événements de Clichy qui coûtèrent la vie à plusieurs travailleurs. *«Au lendemain de Clichy,* déclare M. Delmas, membre de la commission administrative de la C.G.T., *cette dernière, réunie, s'est trouvée en présence d'une décision publiée déjà par Raynaud: celle d'une grève générale. Mais alors la liberté de décision de la C.G.T. n'est plus entière. Quelle figure prendrait-elle si elle refusait de s'y associer? On s'était mis d'accord pour une grève de l'après-midi et un communiqué de l'Union des syndicats de la région parisienne a transféré la grève à la matinée».*

Voici les faits. Nous les exposons brièvement, simplement, sans haine, mais sans indulgence, car dans les circonstances présentes l'indulgence serait de la complicité.

Depuis quinze ans, par la presse, par la parole, nous n'avons cessé de lutter contre cette emprise du bolchevisme. Que de fois avons-nous été couverts d'outrages par les agents serviles d'un gouvernement qui n'a plus de prolétarien que le nom qu'il a usurpé? Cependant, au retour de notre voyage en Russie, en 1922, malgré nos désillusions, nous conservions au fond du cœur l'espoir insensé que cette première révolution prolétarienne serait le flambeau qui, éclairant le monde du travail, l'orienterait vers sa libération. Les années ont passé depuis.

Nos espérances ont été déçues et nos luttes pour conserver au mouvement ouvrier l'indépendance qui, seule, permettrait aux travailleurs d'échapper à la servitude ont été stériles.

De plus en plus, nous constatons que, malgré les apparences qui trompent ceux qui se tiennent loin de la cuisine se faisant dans les couloirs de la C.G.T., la subordination du mouvement ouvrier français se poursuit inlassablement, affaiblissant toute force susceptible de s'opposer encore à la politique française de Staline.

On pourrait certes nous reprocher, avec un semblant de raison, nos attaques violentes contre l'U.R.S.S. et nous rappeler qu'en vertu de cette loi hautement proclamée que les peuples sont libres de disposer d'eux-mêmes, nous n'avons pas à nous immiscer dans la politique intérieur de l'Union soviétique.

Mais c'est un reproche que nous ne méritons pas; nous n'avons nullement l'intention de donner des conseils d'orientation politique à M. Staline et même nous ne contestons à quiconque le droit d'avoir des sympathies particulières pour le régime social d'une puissance, amie selon les uns, ennemie selon les autres. Pourtant, ce que nous avons le devoir d'affirmer hautement, pendant qu'il en est temps encore, c'est que si nous considérons que les travailleurs français n'ont pas à se battre pour défendre la démocratie ou l'empire britanniques; s'ils n'ont pas à se faire tuer pour écraser, soi-disant, le fascisme allemand ou italien, ils n'ont pas non plus à se faire massacrer pour permettre aux dirigeants de la *Russie des Soviets* de sortir de l'ornière où ils ont enlisé leur pays en vingt années de dictature.

Car c'est cela que l'on nous demande.

C'est pour cela que l'on a mobilisé, colonisé au sein de la C. G. T. toutes les forces du prolétariat français.
On nous a conduits jusqu'au bord du gouffre. Nous ne nous étions pas trompés, lorsque nous disions que toutes les initiatives, toutes les campagnes, toutes les menées du communisme français étaient destinées à mettre le prolétariat de ce pays dans l'impuissance de résister aux provocations de ses plus terribles ennemis, qui cachent leur jeu derrière le pavillon de l'*Internationale*.

La comédie se jouait depuis près de vingt ans, et le travailleur français en était un des principaux acteurs. Il ne s'en est fallu que d'un cheveu pour que le dernier acte se transformât en une sanglante tragédie et nous sommes encore surpris d'avoir pu échapper à la catastrophe.

Dans les conjonctures présentes, pour sauver la Russie, le bolchevisme voulait la guerre. Le bolchevisme, c'était le parti de la guerre.

Et sans la réaction salutaire d'une minorité syndicale qui s'est ressaisie devant le danger imminent, le bolchevisme, c'était la guerre.

Jules CHAZOFF.